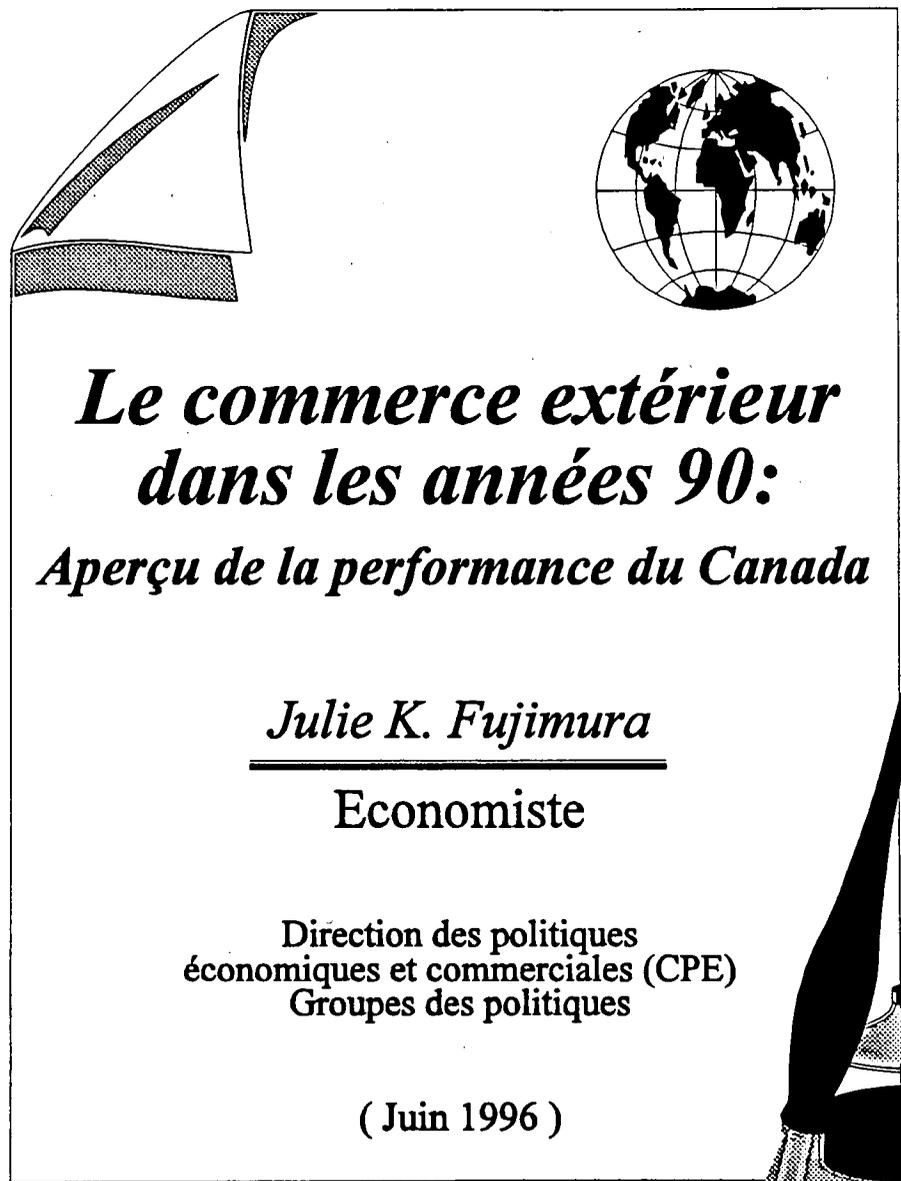


CA1
EA534
96C15
FRE
DOCS

NON CLASSIFIÉ

COMMENTAIRE No. 15 du GROUPE des POLITIQUES



***Le commerce extérieur
dans les années 90:
Aperçu de la performance du Canada***

Julie K. Fujimura

Economiste

Direction des politiques
économiques et commerciales (CPE)
Groupes des politiques

(Juin 1996)

Les commentaires du Groupe des politiques prennent la forme de brefs documents portant sur des questions intéressant les personnes et milieux qui suivent la politique étrangère. Les opinions exprimées ne traduisent pas forcément celles du Canada. Les lecteurs sont priés de faire parvenir à auteurs leurs observations ou demandes d'informations.

43277216

Le commerce extérieur dans les années 90 : Aperçu de la performance du Canada

Le commerce international est en voie de devenir une composante de plus en plus importante de l'économie canadienne. Les années 90 ont été des années records pour les exportations et les importations du Canada, et la part des exportations dans le produit intérieur brut du Canada s'est accrue régulièrement. Les effets de mesures de libéralisation du commerce comme l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) se faisant sentir durant les années 90, il importe d'essayer de déterminer l'importance que le commerce extérieur a actuellement pour l'économie canadienne. Le présent Commentaire donne un aperçu du commerce de marchandises du Canada durant la période 1990-1995. Le Commentaire, qui constituera un point de référence statistique, permettra de mettre en perspective les statistiques sur le commerce de marchandises publiées chaque mois par Statistique Canada. Nous avons l'intention de faire, par la suite, une analyse à plus long terme de la performance commerciale du Canada par rapport à celle d'autres pays.

Évaluation de l'importance du commerce extérieur

En raison des problèmes liés à la collecte des données, il est important de comprendre que les statistiques sur les échanges extérieurs ne correspondent pas toujours aux faits¹. Ces statistiques constituent, toutefois, le meilleur mode et le mode le plus puissant d'analyse de l'évolution et des tendances du commerce international. Il existe plusieurs façons d'évaluer l'importance des échanges extérieurs. Tout d'abord, il faut faire une distinction entre le commerce de marchandises et le commerce des invisibles². Le présent Commentaire porte sur le commerce international de *marchandises*, qui représente la majeure partie du commerce international du Canada. En 1995, le commerce de marchandises représentait 76 % de l'ensemble du commerce international du Canada, les exportations de marchandises représentant 82 % de l'ensemble des exportations et les importations de marchandises, 70 % de l'ensemble des importations³.

¹Pour une étude des problèmes méthodologiques liés à la collecte de données statistiques sur le commerce, voir A. Kester, ed., *Behind the Numbers: U.S. Trade in the World Economy*, 1992.

²Le commerce des invisibles comprend le commerce des services, les revenus de placements et les transferts. En 1995, la valeur du commerce des invisibles du Canada était de 153 milliards de dollars, soit environ le tiers de celle du commerce de marchandises.

³Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001 au catalogue.

On peut mesurer le commerce de marchandises sur la base de la *balance des paiements* ou sur une base *douanière*⁴. Les données établies sur la base douanière sont compilées à partir des déclarations faites à Douanes Canada. Pour obtenir des données établies sur la base de la balance des paiements, les données établies sur la base douanière, qui ne couvrent que les mouvements physiques des marchandises, doivent être rajustées de manière à englober toutes les transactions économiques entre résidents et non-résidents pour qu'elles puissent concorder avec les concepts et les définitions de la comptabilité nationale. Selon le type d'information qu'on veut obtenir, il est possible d'utiliser une base ou l'autre, mais il est plus facile de ventiler les données établies sur la base douanière par pays et par marchandise.

Les exportations de marchandises comprennent les *exportations nationales* et les *réexportations*. Les réexportations sont les exportations de produits d'origine étrangère qui n'ont été ni produits ni transformés au Canada⁵. Essentiellement, ce sont des produits qui sont importés au Canada et qui sont réexportés sans qu'aucune valeur ne leur ait été ajoutée. Les exportations nationales comprennent les produits cultivés, extraits ou fabriqués au Canada (y compris les produits d'origine étrangère qui ont été transformés au Canada). Les exportations nationales traduisent donc mieux l'effet des exportations sur l'économie canadienne. Cependant, lorsqu'on calcule la balance commerciale, il faut utiliser l'ensemble des exportations vu qu'il n'existe, pour mesurer les importations, aucun équivalent comparable aux exportations nationales, c.-à-d. qu'il n'existe pas d'« importations nationales ». Ainsi, pour calculer la balance commerciale, il faut additionner les exportations nationales et les réexportations pour ne pas surestimer l'effet des importations.

La balance du commerce de marchandises

On obtient la balance du commerce de marchandises en soustrayant les importations des exportations. Sur la base de la balance des paiements, le Canada a enregistré, durant la majeure partie des années 90, des excédents sans cesse croissants de son commerce de marchandises (figure 1)⁶. En particulier, l'excédent du commerce de marchandises, qui s'élevait à 15 milliards de dollars en 1994, a presque

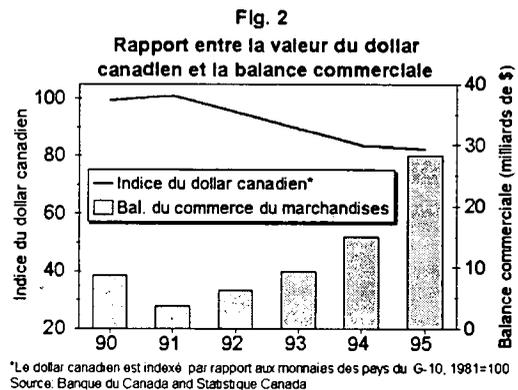
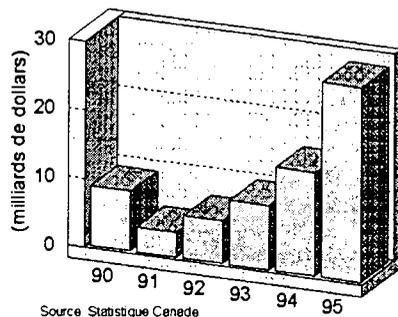
⁴En raison de la nature même des douanes, les statistiques sur le commerce établies sur la base douanière sont plus exactes pour mesurer les importations que les exportations. Pour une explication détaillée des diverses bases de mesure des statistiques sur le commerce, voir Statistique Canada, *Le commerce international de marchandises du Canada*, n° 65-001 au catalogue, Notes techniques.

⁵Pour une définition détaillée des exportations nationales et des réexportations, voir Statistique Canada, *Le commerce international de marchandises du Canada*, n° 65-001 au catalogue, Notes techniques.

⁶Sauf en 1991, où l'excédent commercial a chuté de 5,1 milliards de dollars.

doublé en 1995 (28 milliards de dollars). Ces hausses de l'excédent commercial n'étaient pas attribuables à une piètre performance des importations, mais à une forte croissance des exportations, qui se sont accrues davantage que les importations. En termes réels (en tenant compte de l'inflation), la balance du commerce de marchandises a également affiché des excédents durant les années 90 et n'a cessé d'augmenter depuis 1992, passant de 5 milliards en 1994 à 10 milliards en 1995⁷.

Fig. 1
Balance du commerce de marchandises du Canada



La baisse de la valeur du dollar canadien est considérée comme l'un des facteurs expliquant l'amélioration de la balance du commerce de marchandises et la croissance des exportations durant les années 90. La figure 2 illustre le rapport inverse qui existe entre la valeur du dollar canadien et l'augmentation de l'excédent du commerce de marchandises⁸. En règle générale, une baisse de la valeur du dollar favorise les exportations et fait diminuer les importations, ce qui donne lieu à une amélioration de la balance du commerce de marchandises. Toutefois, la baisse de la valeur du dollar n'explique pas à elle seule les fortes hausses de l'excédent du commerce de marchandises observées pendant les années 90. Les gains appréciables au chapitre de la productivité, la compétitivité internationale accrue et la réduction des barrières commerciales bilatérales et multilatérales (grâce aux mesures prises dans le cadre de l'ALE, de l'ALENA et de l'OMC) ont également contribué à la bonne performance commerciale du Canada. En outre, le taux de croissance économique aux États-Unis, pays qui est le plus important partenaire commercial du Canada, a

⁷ Statistique Canada, *Le commerce international de marchandises du Canada*, n° 65-001 au catalogue, décembre 1995, p. 20-21.

⁸ À la figure 2, la valeur du dollar canadien est exprimée sous la forme d'un indice calculé par rapport à la valeur pondérée des monnaies des pays du G-10. Une augmentation de l'indice correspond à une appréciation du dollar canadien.

atteint 5 %, en moyenne, durant la période 1990-1995, ce qui a favorisé les exportations canadiennes⁹.

Aux termes de la balance commerciale, et les exportations et les importations sont utilisées pour calculer le produit intérieur brut (PIB) du Canada. On suppose souvent (à tort) que les exportations sont « profitables » et que les importations sont « nuisibles » parce que les exportations font augmenter le PIB et que les importations sont soustraites des exportations lorsqu'on calcule le PIB¹⁰. Tout comme une augmentation des exportations reflète un accroissement du revenu à l'étranger (de la demande à l'étranger), une augmentation des importations reflète, quant à elle, un accroissement du revenu intérieur (de la demande intérieure). Les importations doivent être consommées, investies ou incorporées aux exportations. Si elles sont consommées, elles contribuent d'une manière positive au niveau de vie au Canada en mettant davantage de produits moins coûteux à la disposition des consommateurs. Si elles sont incorporées à l'investissement, les importations contribuent à la formation de capital et à la croissance à long terme. Si les importations sont incorporées à des produits qui sont ensuite exportés, il est improbable que les exportations en question auraient eu lieu sans les intrants importés. Dans une économie comme celle du Canada, il serait très coûteux de préconiser l'autarcie en matière de facteurs de production. En outre, des mouvements importants des importations et des exportations à l'intérieur d'un secteur d'activité donné sont un signe de l'intégration internationale de ce secteur d'activité, intégration qui est nécessaire pour la petite économie qu'est le Canada. À cet égard, il est important de signaler que les exportations et les importations ont augmenté au même rythme durant les années 90 et que les catégories de produits qui dominent les exportations nationales dominent également les importations (tableau 1).

⁹OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1995.

¹⁰En réalité, le commerce de marchandises et le commerce des invisibles servent tous les deux à calculer le PIB, qui est mesuré, sur la base des dépenses, au moyen de l'identité suivante :

$$\text{PIB} = C + I + G + (X - M)$$

où :

C = les dépenses des particuliers (biens de consommation et services)

I = les investissements des entreprises

G = les dépenses courantes et les dépenses d'investissement des gouvernements

X = les exportations de biens et de services

M = les importations de biens et de services

Tableau 1¹
Importations et exportations nationales
1995
 (parts, en %)

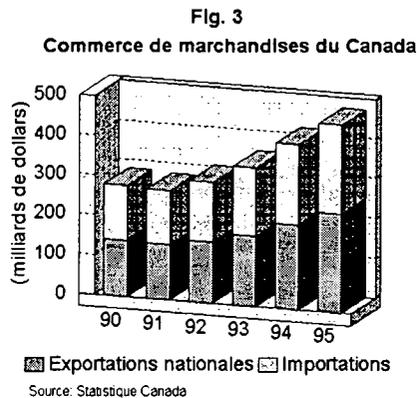
		É.-U.	Mexique	Japon	UE ²	NPI d'Asie ³	Autres	Total (niveau mondial)
Produits agricoles et de la pêche	Importations	5,1	5,6	0,4	6,7	2,2	13,9	5,9
	Exportations	4,9	32,3	24,4	12,4	7,9	25,5	7,9
Produits énergétiques	Importations	1,2	2,1	0,0	7,6	0,1	17,0	3,6
	Exportations	10,3	4,7	10,4	1,9	7,5	1,8	9,1
Produits forestiers	Importations	1,2	0,0	0,0	0,2	0,1	0,6	0,9
	Exportations	13,0	5,7	41,0	29,0	23,7	16,5	15,8
Produits industriels	Importations	21,3	7,8	8,1	25,3	11,0	18,5	19,9
	Exportations	17,4	13,8	18,0	28,3	37,0	26,0	19,2
Matériel et outillage	Importations	32,2	24,5	52,8	38,5	59,9	21,0	33,5
	Exportations	19,8	21,8	4,4	23,3	19,8	22,9	19,5
Produits automobiles	Importations	27,9	55,4	28,2	6,6	2,5	0,9	22,3
	Exportations	30,5	20,8	0,7	1,5	2,2	4,2	24,7
Biens de consommation	Importations	9,0	4,4	9,9	14,0	23,5	20,4	11,3
	Exportations	2,7	0,8	1,0	3,4	1,8	2,7	2,7
Transactions spéciales	Importations	2,0	0,2	0,5	1,2	0,7	7,6	2,4
	Exportations	1,3	0,1	0,0	0,2	0,1	0,4	1,1

¹ Source : Statistique Canada.

² L'UE comprend la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États membres depuis janvier 1995 (l'Autriche, la Finlande et la Suède).

³ Les NPI d'Asie comprennent la Corée du Sud, Hong Kong, Taïwan et Singapour.

Les exportations nationales et les importations ayant enregistré des taux élevés de croissance durant les années 90, il s'ensuit que le commerce de marchandises s'est accru d'une façon marquée durant cette période (figure 3). Dans cette figure, le commerce de marchandises est calculé en additionnant les exportations nationales et les importations, mesurées sur une base douanière. Durant la période 1990-1995, le commerce de marchandises s'est accru à un taux annuel moyen de 10 % et est passé de 278 milliards à 473 milliards de dollars. Comme la croissance du commerce extérieur total est basée à la fois sur les sorties et sur les entrées de marchandises, elle reflète mieux le niveau d'intégration internationale du Canada que ne le fait la croissance des seules exportations.

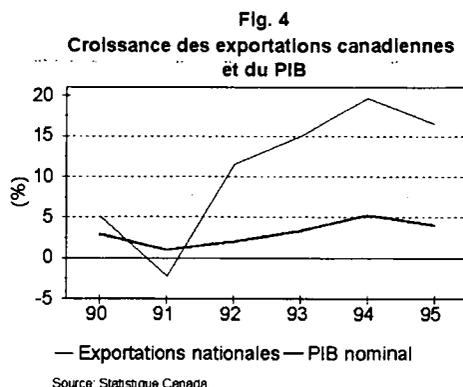


Les exportations : moteur de la croissance économique

Les exportations nationales, mesurées sur une base douanière, ont augmenté rapidement depuis 1992, après une légère baisse en 1991 (figure 4). Durant la période 1990-1995, les exportations nationales se sont accrues à un taux annuel moyen de 11 %, comparativement à un taux de croissance annuelle moyen de 3 % seulement pour le PIB nominal durant la même période (figure 4). En pourcentage du PIB, les exportations de marchandises sont passées de 22 % en 1990 à 33 % en 1995¹¹. Cette augmentation rapide de la valeur des exportations nationales n'est pas seulement attribuable à la hausse des prix des

¹¹ Sur la base de la balance des paiements. Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, n° 13-201 au catalogue.

marchandises et à la dépréciation du dollar canadien; le volume des exportations s'est également accru depuis 1992¹².



Comme la demande intérieure finale s'est accrue à un taux annuel moyen de 3 % seulement durant la période 1990-1995, il est clair que les exportations ont constitué un moteur important de la croissance économique observée durant la reprise qui a suivi la récession du début des années 90. Sans cette croissance des exportations, la reprise aurait probablement été plus lente. En outre, on estime qu'en moyenne, des exportations de marchandises d'une valeur d'un milliard de dollars permettent de maintenir environ 11 000 emplois directs et indirects au Canada¹³.

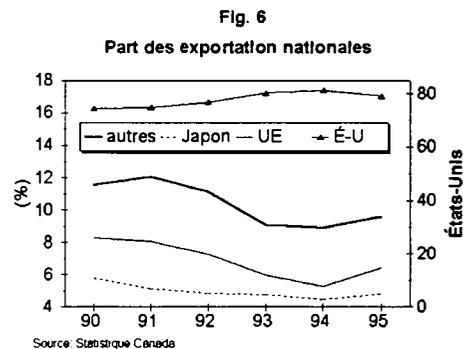
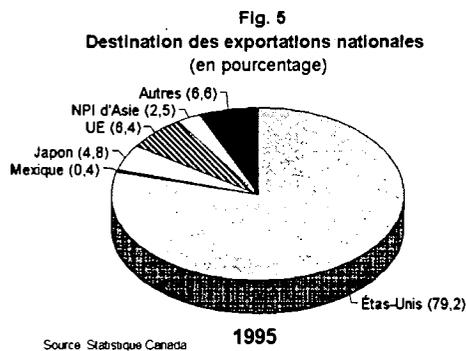
¹²Lorsque les prix des marchandises augmentent, la valeur des exportations canadiennes augmente elle aussi. De même, lorsque la valeur du dollar canadien diminue par rapport à celle du dollar américain, la valeur des exportations canadiennes s'accroît parce que celles-ci sont libellées en dollars américains (c.-à-d. que des exportations canadiennes d'une valeur de 100 millions de dollars US seraient enregistrées comme valant 133 millions de dollars si le dollar canadien valait 0,75 \$ US, mais comme valant 137 millions si la valeur du dollar canadien chutait à 0,73 \$ US). Voir Statistique Canada, *Le commerce international de marchandises du Canada*, n° 65-001 au catalogue.

¹³Voir J. McCormack, *L'effet des exportations : Analyse entrées-sorties du commerce extérieur canadien*, document du Groupe des politiques 94/24, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, décembre 1994. Cette estimation est basée sur un modèle d'entrées-sorties statique et elle comprend certaines limites. L'effet exact de la *croissance* des exportations sur la *création* d'emplois au Canada est difficile à déterminer; il dépend de nombreux facteurs, dont la répartition de la croissance des exportations par secteur d'activité (vu que certains secteurs créent plus d'emplois que d'autres), le taux de chômage, la part de l'accroissement des exportations attribuable uniquement à l'évolution des prix (y compris les prix des marchandises et l'inflation), les variations de la valeur du dollar canadien et les changements dans la productivité. En outre, lorsque des exportations importantes sont neutralisées par une demande intérieure faible, il pourrait n'y avoir aucune *création* nette d'emplois, mais les emplois pourraient être maintenus ou *soutenus* par la croissance des exportations.

Donc, le taux de chômage serait probablement plus élevé au Canada sans cette forte croissance des exportations durant les années 90.

Ce que le Canada exporte et vers quelles destinations

On ne peut exagérer l'importance des États-Unis en tant que premier marché d'exportation du Canada; ils sont notre plus important marché d'exportation, par une marge considérable et de plus en plus grande (figure 5)¹⁴. En 1990, 74 % des exportations nationales du Canada étaient destinées aux États-Unis. En 1993, ce chiffre avait atteint 80 %, et il oscille autour de ce niveau depuis (figure 6). De 1990 à 1995, le taux de croissance annuelle moyen des exportations canadiennes vers les États-Unis atteignait 12 %, soit près du double du taux de croissance annuelle moyen de nos exportations vers le reste du monde¹⁵.



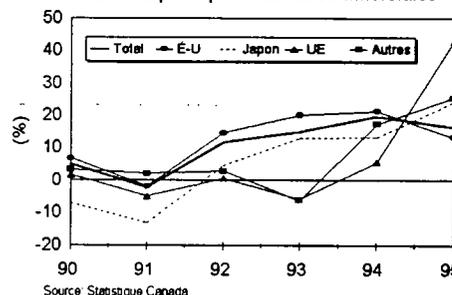
Durant la première moitié des années 90, la part des exportations du Canada vers le Japon était assez stable (environ 5 %), tandis que nos exportations vers le reste du

¹⁴À la figure 5, les NPI d'Asie comprennent la Corée du Sud, Hong Kong, Taïwan et Singapour. L'UE comprend la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États membres depuis 1995 (l'Autriche, la Finlande et la Suède).

¹⁵Comme les données sur les importations sont plus précises, le Canada et les États-Unis se sont servis des statistiques sur les importations compilées par l'autre pays pour déterminer, depuis janvier 1990, leurs propres exportations bilatérales. Toutefois, on croit que, surtout depuis l'entrée en vigueur de l'ALE, la destination finale de certaines exportations canadiennes a été enregistrée comme étant les États-Unis, alors qu'en fait, ces biens ont été réexportés vers de tiers pays. Dans une étude interne effectuée récemment pour le compte du MAECI, Statistique Canada a étudié la question, mais a été incapable de mesurer la valeur de ce surcroît des exportations vers les États-Unis. L'agence a, toutefois, conclu que les exportations canadiennes vers des destinations autres que les États-Unis demeurent sous-estimées et sont de plus en plus attribuées à tort aux États-Unis. Pour poursuivre le travail sur la quantification de la valeur du surcroît, il faudrait négocier avec les autorités américaines.

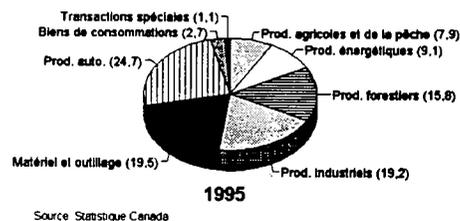
monde représentaient, en moyenne, 10 % des exportations nationales. Durant la première moitié des années 90, le part de nos exportations vers l'UE a diminué, mais a remonté en 1995 lorsque nos exportations vers l'UE se sont accrues de 43 % (figure 7)¹⁶. Il n'est pas forcément étonnant que les exportations canadiennes vers l'UE aient remontée plus tard que nos exportations vers les États-Unis; en effet, les pays membres de l'UE sont sortis de la récession du début des années 90 plus tard que les États-Unis.

Fig. 7
Croissance des exportations nationales du Canada vers les principales zones commerciales



Les exportations de produits automobiles représentaient la plus grosse part (25 %) des exportations nationales du Canada en 1995 (figure 8). Venaient ensuite, tout près, les exportations de matériel et d'outillage (20 %) et les exportations de produits industriels (19 %). Les exportations de produits forestiers, de produits énergétiques et de produits agricoles et de la pêche représentaient, respectivement, 16, 9 et 8 % des exportations nationales du Canada en 1995. Les biens de consommation ne représentaient que 3 % du total. En 1995, les États-Unis ont acheté 98 % des produits automobiles, 90 % des produits énergétiques et 80 % du matériel et de l'outillage exportés par le Canada¹⁷.

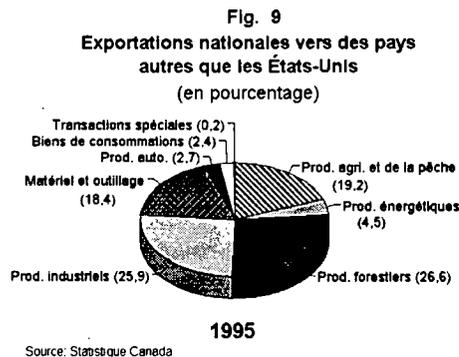
Fig. 8
Part des exportations nationales par catégorie de produit (en pourcentage)



¹⁶En janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède sont devenues membres de l'UE, mais la remontée de la part des exportations canadiennes destinées à l'UE n'est pas uniquement attribuable à l'adhésion de ces nouveaux membres. Avec les nouveaux membres, la part de l'UE atteignait 6,43 % en 1995; sans eux, elle s'élevait à 6,10 %, ce qui représentait tout de même une hausse par rapport à 1994. La situation est la même pour la forte hausse de la croissance annuelle des exportations vers l'UE enregistrée en 1995. Avec les nouveaux membres, le taux de croissance atteignait 43 % en 1995, mais, sans eux, il était tout de même supérieur à 35 %, contre un taux de croissance de 6 % en 1994.

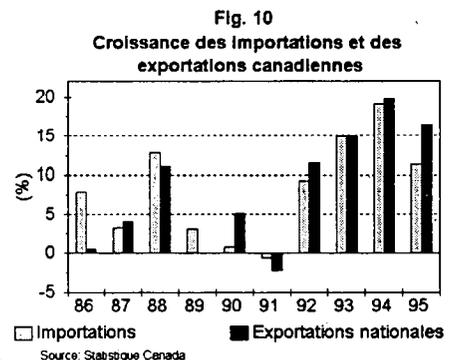
¹⁷Cependant, 84 % des importations canadiennes de produits automobiles viennent des États-Unis. Les rapports privilégiés qui existent entre les États-Unis et le Canada dans le secteur de l'automobile remontent à l'Accord canado-américain de 1965 sur les produits de l'industrie automobile (qui assurait un « libre-échange » bilatéral des produits automobiles) et ont été prorogés dans l'ALE et l'ALENA. Pour une analyse de la question, voir P. Wannacott, « The Canada-U.S. Free Trade Agreement and the Auto Pact », dans *Trade Monitor*, n° 2, mars 1988, Institut C.D. Howe.

Lorsqu'on retranche les États-Unis des statistiques sur les exportations nationales, un tableau assez différent apparaît (figure 9). Les produits forestiers (27 %) constituaient, en 1995, la plus importante exportation canadienne vers des destinations situées à l'extérieur des États-Unis. Venaient ensuite, par ordre d'importance, les produits industriels, les produits agricoles et de la pêche et le matériel et l'outillage. Fait intéressant, nos exportations de produits automobiles ne représentaient que 3 % des exportations nationales vers des pays autres que les États-Unis.



Les importations : la croissance reflète l'intégration internationale

Durant les années 90, la croissance des importations, mesurée sur une base douanière, a suivi la même tendance que celle des exportations, mais elle était légèrement plus faible (figure 10). Au cours de cette période (1990-1995), les importations étaient importantes, affichant un taux de croissance annuelle moyen de 9 %¹⁸. Cette croissance un peu plus faible des importations (par rapport à celle des exportations) est attribuable, du moins en partie, à la faible croissance de la demande intérieure causée par la lenteur de la reprise qui a suivi la récession du début des années 90.



Tout comme les exportations, les importations ont augmenté plus rapidement que le PIB durant les années 90. Il est évident qu'une partie au moins de ces

¹⁸ Durant la période 1990-1995, les importations en provenance des États-Unis ont affiché un taux de croissance annuelle moyen un peu plus élevé (10 %), tandis que les importations en provenance de l'UE et du Japon ont enregistré des taux moyens moins élevés (8 et 4 %, respectivement).

importations est utilisée pour produire des biens qui sont ensuite exportés. Comme nous l'avons mentionné, la part des importations dans les biens exportés reflète l'intégration internationale d'un secteur d'activité donné et la situation du Canada en tant que petite économie ouverte. Si les exportations canadiennes renferment un pourcentage relativement élevé d'intrants importés, alors l'importance des exportations, suggérée par le rapport élevé entre les exportations et le PIB du Canada, pourrait être exagérée par rapport à l'importance qu'elles ont dans d'autres pays qui comptent moins sur les importations¹⁹. On a constaté que les entreprises de fabrication du Canada recourent effectivement davantage à des intrants importés que les entreprises de fabrication de France, d'Allemagne, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis²⁰. Toutefois, si l'on tenait compte du contenu d'importation, le rapport entre les exportations de marchandises et le PIB, qui était de 33 % en 1995, chuterait à 28 % environ, ce qui tout de même appréciable.

Ce que le Canada importe et de quelle provenance

Comme dans le cas des exportations, les importations canadiennes proviennent surtout des États-Unis (67 % en 1995), mais les importations affichent une diversification géographique un peu plus grande (figure 11). La part des importations canadiennes en provenance des États-Unis est à la hausse depuis 1992, mettant un terme aux réductions de cette part enregistrées durant les cinq années précédentes (figure 12)²¹. La part de nos importations venant du Japon est à la baisse depuis 1992; auparavant, elle était stable (environ 7 %). En 1995, la part du Japon s'élevait à 5 %. La part des importations canadiennes en provenance de l'UE a également chuté au début des années 90; elle s'est stabilisée en 1993 et a remonté en 1995²². La part des importations canadiennes venant de l'ensemble des autres pays a été remarquablement stable (près de 18 %) jusqu'à maintenant au cours des

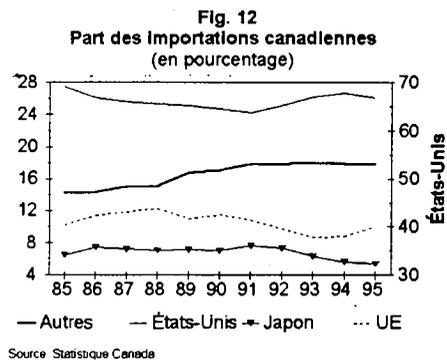
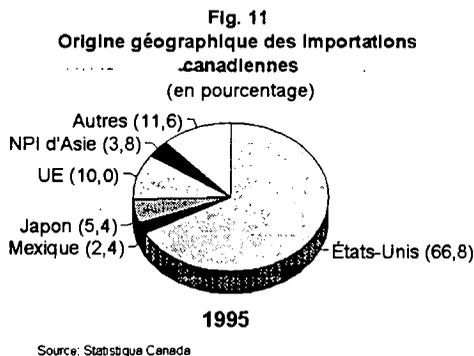
¹⁹Signalons que, même si le rapport entre les exportations et le PIB du Canada est le plus élevé parmi les pays du G-7, de petits pays européens ont des rapports plus élevés que celui du Canada. Par exemple, en 1994, le rapport entre nos exportations de biens et de services et notre PIB s'élevait à 33 %, celui de la Suède, à 37 %, celui de la Norvège, à 43 %, et celui de la Finlande, à 35 %. Source : Fonds monétaire international, *Statistiques financières internationales : annuaire, 1995*.

²⁰J. McCormack, *op. cit.*, p. 15.

²¹Cependant, en 1995, la part des États-Unis dans les importations canadiennes a connu un léger recul.

²²En tenant compte de l'effet qu'a eu l'adhésion de nouveaux membres en 1995 (voir la note n° 16), le taux de croissance des importations canadiennes venant de l'UE se situait à 15 % en 1995 et la part de l'UE dans nos importations était de 9 %.

années 90; durant cette période, elle était un peu plus élevée que durant les cinq années précédentes, au cours desquelles elle oscillait autour de 15 %.



En 1995, le Canada a surtout importé du matériel et de l'outillage (tableau 2), le gros de ces importations venant des États-Unis (64 %), des pourcentages appréciables venant de l'UE, du Japon, des NPI d'Asie de même que d'autres pays (tableau 3). Comme pour les exportations, les États-Unis étaient la principale source des importations canadiennes de produits automobiles. Les États-Unis dominaient également les importations de produits industriels, la troisième catégorie en importance en 1995, mais l'UE et les « autres » pays étaient également des sources importantes. La seule catégorie de produits importés que ne dominaient pas les États-Unis était, il fallait s'y attendre, celle des produits énergétiques, qui provenaient surtout des « autres » pays, dont ceux du Moyen-Orient et d'Amérique du Sud.

Tableau 2¹
Importations provenant des principales zones commerciales
Part par produit
1995
(en pourcentage)

	Prod. agric. et de la pêche	Prod. énergé- tiques	Prod. forest.	Prod. ind.	Matériel et outill.	Prod. auto.	Biens de cons.	Trans- actions spéciales	Total
É.-U.	5,1	1,2	1,2	21,3	32,2	27,9	9,0	2,0	100,0
Mexique	5,6	2,1	0,0	7,8	24,5	55,4	4,4	0,2	100,0
Japon	0,4	0,0	0,0	8,1	52,8	28,2	9,9	0,5	100,0
UE ²	6,7	7,6	0,2	25,3	38,5	6,6	14,0	1,2	100,0
NPI d'Asie ³	2,2	0,1	0,1	11,0	59,9	2,5	23,5	0,7	100,0
Autres	13,9	17,0	0,6	18,5	21,0	0,9	20,4	7,6	100,0
Total (Niveau mondial)	5,9	3,6	0,9	19,9	33,5	22,3	11,3	2,4	100,0

¹ Source : Statistique Canada

² L'UE comprend la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États membres depuis janvier 1995 (l'Autriche, la Finlande et la Suède).

³ Les NPI d'Asie comprennent la Corée du Sud, Hong Kong, Taïwan et Singapour.

Lorsqu'on exclut les États-Unis, la catégorie du matériel et de l'outillage représente encore la plus grosse part des produits importés vers le Canada; vient ensuite la catégorie des produits industriels (figure 13). Même si, comme on peut s'y attendre, cette exclusion a un effet négatif sur les importations de produits automobiles, de façon générale, la différence n'est pas aussi grande lorsque les États-Unis sont retranchés des données sur les importations que lorsqu'ils sont exclus des données sur les exportations. Cela tient au fait que l'origine des produits importés est plus diversifiée sur le plan géographique.

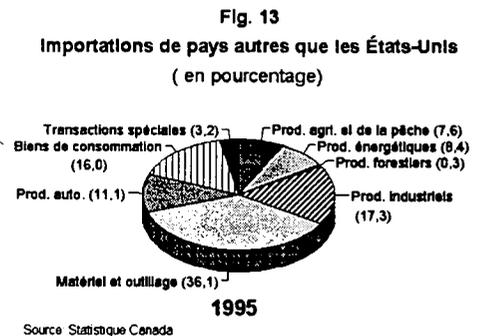


Tableau 3¹
Importations par produit - Parts des principales zones commerciales
1995
(en pourcentage)

	Prod. agric. et de la pêche	Prod. énergé- tiques	Prod. forest.	Prod. ind.	Matériel et outill.	Prod. auto.	Biens de cons.	Trans- actions spéciales	Total
E.-U.	57,5	22,3	89,2	71,3	64,2	83,5	53,3	56,4	66,8
Mexique	2,2	1,4	0,1	0,9	1,7	5,9	0,9	0,2	2,4
Japon	0,4	0,0	0,0	2,2	8,4	6,8	4,7	1,2	5,4
UE ²	11,3	21,2	2,4	12,7	11,5	2,9	12,3	4,8	10,0
NIP d'Asie ³	1,4	0,1	0,6	2,1	6,8	0,4	7,9	1,2	3,8
Autres	27,2	54,9	7,7	10,8	7,3	0,5	20,9	36,2	11,6
Total (niveau mondial)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹ Source : Statistique Canada

² L'UE comprend la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États membres depuis janvier 1995 (l'Autriche, la Finlande et la Suède).

³ Les NPI d'Asie comprennent la Corée du Sud, Hong Kong, Taïwan et Singapour.

Quelques conclusions

Durant les années 90, le commerce international est devenu une composante de plus en plus importante de l'économie canadienne. Les exportations ont joué un grand rôle dans la reprise économique qui a suivi la récession du début des années 90 et leur part du PIB s'accroît sans cesse. Les importations se sont également accrues au cours des années 90, reflétant l'intégration internationale du Canada et l'importance qu'il accorde au commerce extérieur. En outre, dans ses perspectives économiques pour la période 1996-2000, une grande agence privée spécialisée dans le domaine prévoit qu'en termes réels, les exportations vont progresser de façon continue et plus rapidement que les importations, ce qui signifie que le commerce extérieur demeurera un élément important de l'économie canadienne durant le reste de la décennie²³. Depuis la ratification de l'ALENA, la politique commerciale

²³ DRI/McGraw-Hill, *Canadian Forecast Summary*, printemps-été 1996. De plus, même si elle devrait être inférieure aux taux de croissance phénoménaux des deux dernières années, la croissance des exportations et des importations devrait encore, en termes réels, surpasser la croissance de la demande intérieure et celle du PIB au cours des cinq prochaines années.

canadienne montre elle aussi l'importance croissance du commerce international pour le Canada.

Il est important de se rappeler que la croissance des exportations n'entraîne pas *forcément* une amélioration du bien-être économique et du niveau de vie des Canadiens. Il est essentiel que la croissance économique du pays se maintienne pour que le bien-être économique s'améliore. Toutefois, sans la croissance phénoménale des exportations à laquelle on a assisté de 1992 à 1995, il est fort probable que la croissance économique et l'emploi auraient été encore moins élevés après la récession du début des années 90 qu'ils ne l'ont été.

À mesure que la part des exportations dans le PIB continuera d'augmenter, le croissance économique du Canada dépendra de plus en plus du bien-être économique de pays étrangers, facteur qui échappe presque entièrement au contrôle de la politique canadienne. Cela ne signifie pas que le commerce extérieur soit nuisible; il peut favoriser la croissance et faire augmenter le niveau de vie, la productivité et l'emploi. Le bien-être économique du Canada ne va pas sans une bonne performance commerciale, en particulier dans le contexte de la mondialisation et de l'augmentation de la concurrence internationale. Cependant, il est indéniable que, la demande à l'égard des exportations canadiennes dépendant de plus en plus de la conjoncture économique dans les pays étrangers, les politiques économiques canadiennes devront être élaborées avec plus de soin. L'écart entre les politiques économiques d'un pays donné et celles d'autres pays se rétrécit à mesure que les liens entre les économies sont resserrés par des accords politiques, comme l'ALENA, et par des mesures d'ordre économique, comme l'intensification des mouvements commerciaux bilatéraux.

CA1 EA534 96C15 FRE DOCS

Fujimura, Julie K.

~~Le commerce exterieur dans les~~

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20084019 0